

SANTE MONDIALE :

Dernier inventaire avant liquidation totale ?

Le gouvernement saborde ce qu'il prétend prioriser

“La santé est une priorité”. Cette phrase est désormais devenue un réflexe, une formule systématiquement brandie, récitée à l'unisson face aux attaques de l'extrême droite, dès qu'une crise sanitaire fait son apparition, dès qu'un sommet international s'ouvre, dès qu'une réunion interministérielle ou un conseil présidentiel sur la solidarité internationale se tient.

Mais les chiffres racontent une toute autre histoire. Une toute autre réalité.

La santé est proclamée priorité. Le budget, lui, la traite comme une variable d'ajustement. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. La France se désengage de l'ensemble des piliers de la santé mondiale. Nous détaillons l'ensemble des coupes actées ou prévues sur la page suivante tant la liste est longue et aucune dimension épargnée.

Ces coupes ne sont pas abstraites. Elles ont aujourd'hui des impacts désastreux. Elles ferment des centres de santé, réduisent la présence sur le terrain des ONG, de la société civile, abandonnent des populations entières, fragilisent durablement les systèmes de santé. Elles augmentent le risque pandémique et l'instabilité régionale. Ces décisions politiques auront aussi, inévitablement, des conséquences sur la santé des Français.

Une puissance diplomatique qui fait le choix de couper l'ensemble de ses moyens.

En 2026, la France présidera le G7, accueillera un sommet présidentiel One Health... tout en liquidant méthodiquement ses engagements financiers en santé mondiale, au point de compromettre tout un héritage et une tradition française.

La France s'est forgée une réputation internationale forte et reconnue en matière de santé mondiale : VIH/sida, vaccins, droits des femmes, sécurité sanitaire. Depuis 2017, ces engagements avaient été renforcés. Cette trajectoire est aujourd'hui brutalement démantelée. A l'heure où l'architecture de la santé mondiale appelle une réforme, la France choisit de s'effacer. Face aux Etats-Unis engagés dans une politique agressive (retrait de l'OMS, accords bilatéraux prédateurs, remise en cause du multilatéralisme), la France devrait au contraire assumer un contre-modèle, fondé sur la science, la coopération multilatérale et l'équité.

L'Afrique en première ligne, la crédibilité française en chute libre

L'Afrique est la première touchée par ces choix politiques et budgétaires, au moment même où la France lance Africa Forward à Nairobi, en mai 2026. Le Kenya a été le premier pays à signer un accord avec l'administration Trump sur la santé mondiale.

Il a sacrifié la souveraineté sur ses données de santé mais avait-il d'autres choix face à l'effondrement des autres soutiens internationaux. Comment prétendre bâtir des partenariats d'avenir tout en sabotant délibérément l'ensemble des financements vitaux ?

Les discours parlent de leadership. Les chiffres montrent l'abandon. Sans sursaut immédiat, 2026 ne marquera pas seulement une pause de l'ambition française en santé mondiale, mais une étape de plus vers sa liquidation définitive.

Synthèse des coupes budgétaires

- ⇒ **Couverture vaccinale** : La France réduira de **plus de 50%** ses contributions à Gavi, l'Alliance mondiale du vaccin.
- ⇒ **Lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme** : L'engagement français auprès du Fonds mondial pourrait être réduit de **plus de 50%** sur les trois prochaines années.
- ⇒ **Innovations médicales** : La France pourrait réduire de **plus de 40%** sa contribution à Unitaid.
- ⇒ **Poliomyélite** : La France se retirerait complètement du Partenariat mondial pour l'éradication de cette maladie.
- ⇒ **Santé des femmes et des filles** : Le renouvellement de la contribution française au Fonds Muskoka n'est **pas garanti**.
- ⇒ **Droits et santé sexuels et reproductifs** : La France serait en **retard de contribution** auprès du programme du Fonds des Nations-Unies pour les populations en charge de la fourniture de moyens contraceptifs. La contribution de l'AFD dans ce domaine en 2026 baisserait de **plus de 90%** par rapport à ce qu'elle était sur les dernières années.
- ⇒ **Articulation Bi-/Multi-** : L'Initiative verrait son budget **divisé par près de 7** et se retrouverait à un montant inférieur à celui de sa création en 2011.
- ⇒ **Interventions bilatérales aux pays les plus fragiles** : Pour l'AFD les moyens en santé alloués sous forme de subventions (sur crédits du programme 209) pourraient chuter de **plus de 95%** en 2026 par rapport à 2023. La part de la santé dans les subventions de l'AFD passerait ainsi de **17% à 5%** sur la même période. Une baisse disproportionnée et injustifiable.
- ⇒ **Nutrition** : L'Initiative française pour la sécurité alimentaire et la nutrition serait **divisée par 3** entre 2024 et 2026. Les projets AFD en matière de lutte contre la malnutrition pourraient être **stoppés** dans les pays les moins avancés.
- ⇒ **Aide humanitaire** : rendue si importante par la multiplication des crises, est **divisée par 3** depuis 2024.
- ⇒ **Sécurité sanitaire** : La France pourrait mettre à **l'arrêt** son soutien à la surveillance génomique dans 13 pays d'Afrique. Son soutien au Fonds Pandémies a aussi été **coupé de moitié** en 2025 et pas rattrapé en 2026.
- ⇒ **One Health** : la France, faute de moyens, pourrait aussi **arrêter des financements stratégiques** sur santé et climat et One Health sur le continent africain.